

Communiqué de la municipalité – 20 mai 2018

Ce week-end, un collectif de quelques militants a pris place dans les locaux appartenant à la CPAM au 11 rue Jean Moulin. Ce site occupé (aucune famille, ni réfugié sur place) a été évacué quelques heures plus tard par les forces de l'ordre sur ordre du Préfet dans le calme. Les élu-e-s de la Municipalité se sont immédiatement rendus sur place afin de discuter avec les militants.

Au moment où tant de personnes souffrent du mal logement, payent des loyers trop chers, s'endettent pour avoir un toit, nous partageons le constat des militants de la nécessité absolue de garantir le logement pour toutes et tous, mais cela dans le respect de la loi.

Garantir le logement pour toutes et tous, c'est faire le choix de renforcer notre offre de logements sociaux sur la commune ; un choix à l'inverse de la logique libérale portée par le Gouvernement avec le projet de loi ELAN qui propose de vendre une partie du parc HLM. Une loi, qui plutôt que d'inciter les communes à la production de logements sociaux fait le contraire, et donne raison aux communes hors-la-loi qui ne respectent pas le seuil de la loi SRU, à l'image des neuf communes des Hauts-de-Seine, qui viennent d'être sanctionnées pour non-respect de leurs objectifs de construction sur la période 2014-2016.

Garantir le logement pour toutes et tous, c'est mener une politique solidaire ambitieuse pour veiller à ce que chacune et chacun trouve sa place dans notre société. Fidèle à notre engagement politique, nos orientations ont permis le maintien d'un socle solide du service public permettant un climat de cohésion et de solidarité dans la ville qui ne se retrouve pas dans toute la périphérie parisienne.

Garantir l'accueil digne de toutes et tous, ce sont aussi les mises à disposition de locaux de la Ville à la Préfecture pour l'accueil des réfugiés et des personnes sans domiciles fixes.

Oui il faut amplifier nos efforts. Oui les locaux vides doivent au plus vite répondre aux besoins. C'est pourquoi, concernant précisément ce lieu, la municipalité est en négociation avec la CPAM pour l'achat de ce bâtiment avec le projet d'y installer une Maison des solidarités en partenariat avec les associations locales. La question de l'accès aux droits est et restera au cœur de notre action municipale.